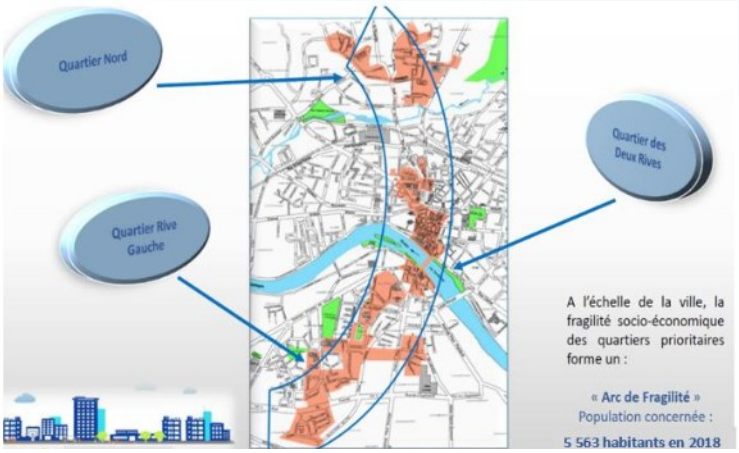
Juin 2019

Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques

- Contrat de ville -

Agglomération Bergeracoise



Contexte

Le Président de la République a appelé, le 14 novembre 2017 à Tourcoing, à une mobilisation nationale pour les quartiers prioritaires et a précisé, le 22 mai 2018, les objectifs :

- Garantir les mêmes droits,
- Favoriser l'émancipation,
- Refaire République.

A l'issue d'une concertation avec l'ensemble des acteurs au cours du premier semestre 2018, le conseil des ministres du 18 juillet a adopté une feuille de route en 5 programmes :

- Sécurité,
- Éducation,
- Emploi,
- Logement,
- Lien social

et 40 mesures.

L'ensemble de ces mesures est décliné en vue des objectifs sur lesquels s'engagent les signataires au-delà du seul contrat de ville.

Ce document prend également en compte certains éléments mis en évidence par l'évaluation mi-parcours du dispositif contrat de ville de 2018.

Sommaire

Préambule : Constats en lien avec l'évaluation du dispositif contrat de ville.....2
Communication sur le travail effectué par les partenaires.....2
Accompagnement et formation des acteurs de terrain.....3
Valorisation des actions portées par les porteurs de projet et les signataires.....3
Élaboration d'indicateurs complémentaires 4
Animer le réseau des partenaires et signataires.....4
Convention et/ou engagement pluriannuels.....5
Accroitre le soutien aux projets économiques et les inciter à s'inscrire dans le temps.....5
Hors Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques.....5

Annexes

Tableau de suivi des mesures du plan de mobilisation nationale pour les habitants des QPV

Les acteurs de la politique de la Ville apportent un regard appuyé sur ceux qui assurent une nouvelle approche de l'animation territoriale telles les associations intervenant dans la vie citoyenne. Ces modes d'intervention éclairent les besoins de la population en matière de mobilité, d'emploi, de lien social et d'aménagement urbain.

Préambule : Constats en lien avec l'évaluation du dispositif contrat de ville

L'évaluation mi-parcours du contrat de ville a fait apparaitre certains écueils au rang desquels on compte :

CONTRAT DE VILLE
2015-2020
RAPPORT À MI-PARCOURS

- Le manque de transversalité de l'information entre les différents partenaires,
- Le besoin de professionnalisation des porteurs de projets,
- Le défaut d'outil de communication autour des projets portés ainsi que des actions menées par les partenaires,
- Affirmer la pertinence des indicateurs pour permettre une évaluation plus juste de l'impact du contrat de ville sur les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV),
- Revoir les modalités de coopération entre les signataires du contrat de ville afin de remobiliser, dynamiser et impliquer les acteurs,
- Dans la mesure du possible, conventionner avec les structures dont les projets porteurs sont reconduits annuellement,
- Apporter un soutien accru aux projets économiques aux effets avérés.

« Une nécessaire transparence et transversalité de l'information »

Le manque de transversalité de l'information entre les différents partenaires

Le temps d'évaluation mi-parcours du dispositif contrat de ville a fait apparaitre la difficulté d'obtenir une information exhaustive sur les politiques menées sur le secteur géographique des QPV;

Le contrat de ville fait l'objet d'une évaluation annuelle de la part de l'intercommunalité ayant la compétence « Politique de la ville ».

Au-delà de ce bilan annuel, être en capacité de réunir l'information relative aux projets et financements sur ces quartiers donne de la visibilité à la fois au travail mené par les partenaires, aux actions des porteurs de projets, aux investissements réalisés et ceci en vu d'évaluer l'efficacité des politiques menées.

Communication sur le travail effectué par les partenaires

Les partenaires, signataires du contrat de ville et du présent protocole, s'engagent à fournir annuellement l'ensemble des informations relatives :

- Aux actions, politiques, soutiens (financiers, matériels, d'ingénierie etc.) mis en œuvre sur ces secteurs géographiques.
- Ces informations seront exhaustives en ce sens qu'elles comprendront les données relatives à l'appel à projets annuel du contrat de ville, les appels à projets portés par leur structure, les fonds de concours, subventions, politiques, objectifs et réalisations qualifiés et quantifiés sur ces secteurs.

De même, l'ensemble des données statistiques, études… seront communiquées afin de permettre un croisement des données recueillies et ainsi de donner, à tous, les moyens d'avoir une analyse plus fine des enjeux en cours et à venir sur ces territoires.

Ces informations pourront être communiquées en externe, sauf demande expresse, afin de permettre une réévaluation des outils/politiques mis en place et, le cas échéant, un réajustement en vue d'une efficience accrue.

Accompagnement et formation des acteurs de terrain

Les partenaires, signataires du contrat de ville et du présent protocole, s'engagent à :

- Accompagner les porteurs de projets afin de leur faciliter l'accès à des financements pour soutenir leur(s) action(s),
- Informer, former ou aider à la professionnalisation les porteurs de projets bénévoles et/ou non professionnels.

Ce soutien a pour vocation d'aider les porteurs de projet à accroitre leur efficacité et, de fait, l'impact de leur(s) action(s) par une professionnalisation tant des structures en interne que de la qualité des actions portées auprès du public issu des quartiers prioritaires.

Cet engagement peut, en outre, concourir à l'acquisition de nouveaux savoirs pour les porteurs de projets (souvent des associations) qui pourront être valorisés, dans le cadre d'une recherche d'emploi, par le CV citoyen.

« Des besoins avérés en formation et communication »

Valorisation des actions portées par les porteurs de projet et les signataires

De la même façon que les structures financées ont l'obligation de faire figurer les logos des financeurs sur tous supports de communication….

Afin de donner une plus grande visibilité aux actions ainsi qu'aux soutiens apportés par les signataires, ces derniers s'engagent :

- A faire connaitre et communiquer, sur les supports de communication à leur disposition (réseaux sociaux, parutions papier, site internet etc.), les actions qu'ils soutiennent.
- A informer de leur politique interne, fonds de concours, subventions, objectifs qualifiés et quantifiés... en communicant ces éléments auprès de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et des autres signataires qui pourront, eux-mêmes, les relayer auprès des porteurs de projets.

Besoin de professionnalisation des porteurs de projet

Le 11 juillet 2018, l'ensemble des structures soutenues depuis la mise en place du contrat de ville, en 2015, ont été réunies et interrogées (70 structures représentées) afin de connaitre leur sentiment sur ce dispositif.

Ces porteurs de projet ont fait état d'un certain nombre de difficultés :

- Le besoin d'un accompagnement pour la rédaction des pièces constitutives des demandes de financement,
- Le manque d'information juridique-comptable-outils et mode de communication.

Le défaut d'outil de communication autour des projets portés ainsi que des actions menées par les partenaires

Que ce soit au niveau des rencontres annuelles des porteurs de projets ou du lancement de l'appel à projet, il ressort régulièrement que :

- Les porteurs de projets ne se connaissent pas tous,
- Qu'ils peuvent parfois porter des actions similaires ou complémentaires,
- Que la mise en réseau des acteurs a permis la création d'actions plus riches et porteuses,
- Qu'ils ne connaissent pas les actions et politiques portées par les signataires du contrat de ville.

La nécessaire création d'indicateurs plus fins afin de permettre une évaluation plus juste de l'impact du contrat de ville sur les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV)

Afin de justifier de l'utilisation de fonds publics les collectivités s'appuient sur des bilans et indicateurs. Ces derniers ont évolué depuis que le contrat de ville a été initié. Ces changements ne s'inscrivaient pas dans la continuité des précédents indicateurs ce qui a eu pour conséquence une perte d'information et, de fait, de visibilité des effets de certaines actions dans le temps.

D'autres indicateurs n'étaient quant à eux pas assez précis pour permettre une analyse pertinente des données.

Élaboration d'indicateurs complémentaires

Dans la perspective :

- D'un bilan annuel plus précis quant aux résultats effectifs en lien avec les actions soutenues,
- De l'évaluation liée à l'achèvement du contrat de Ville,

il convient d'ores et déjà de travailler à la création d'indicateurs complémentaires qui permettront de répondre à des questions qui auront été préalablement posées sur les données attendues et les objectifs à atteindre.
Ce questionnement sera à la fois l'anticipation du futur travail à mener mais également l'occasion de réfléchir à un potentiel outil à mettre en place en 2022 afin d'assurer la continuité territoriale de l'action publique dans les QPV.

Les signataires s'engagent à mettre en place un groupe de travail spécifique afin de :

- Trouver des indicateurs pertinents n'induisant pas la perte de données,
- Anticiper sur les questionnements en lien avec les effets attendus du présent dispositif.

« Travailler ensemble pour tous »

Revoir les modalités de coopération entre les signataires du contrat de ville afin de remobiliser, dynamiser et impliquer les acteurs

La difficulté identifiée sur un projet qui s'étend sur plusieurs années est, au-delà de maintenir, de développer les synergies lors de sa conception.

Le nombre de signataires à réunir, de même que les obligations de tous ou l'arduité pour arriver à des décisions consensuelles sont d'autant plus importantes que les missions des signataires peuvent différer, ainsi que leur approche et outils face à une même problématique.

Animer le réseau des partenaires et signataires

Le COPIL ne peut être une seule chambre d'enregistrement mais un lieu de débats et d'échanges qui initiera et clôturera le travail des COTECH et des partenaires signataires.

Lors du COPIL :

- Les objectifs annuels seront définis,
- Les décisions des différents signataires touchant au QPV seront présentées.

Hors gestion quotidienne et travail de proximité qui donne d'ores et déjà lieu à des réunions de travail, les signataires pourront convier la structure compétente, en matière de politique de la ville, aux réunions ayant un impact sur les QPV.

Comme initié en 2018, des réunions de partenaires pourront être organisées au minimum deux fois par an afin de créer du lien par l'échange d'informations, pratiques de travail, travail collaboratif etc. sur des questions intéressant les habitants des QPV.

Convention et/ou engagement pluriannuels

Les partenaires, signataires du contrat de ville et du présent protocole s'engagent, ***autant que faire se peut,*** *à:*

- Proposer aux structures qu'ils jugent juridiquement stables et dont l'action fait l'objet d'une reconnaissance partagée, un engagement réciproque pluriannuel intégrant les obligations et devoir respectifs,
- A défaut de pouvoir donner un montant défini et fixe, ledit document fera état d'un *« soutien financier conditionné »* (ex : à un budget suffisant du financeur, au respect des obligations du bénéficiaire) ainsi que de tout autre type de soutien (ex :ingénierie, matériel mis à disposition etc.) avec une évaluation financière des soutiens en nature.

Dans la mesure du possible, conventionner avec les structures dont les projets porteurs sont reconduits annuellement

Les porteurs de projet ont fait état d'un certain nombre de difficultés :

- Les difficultés financières liées au monde associatif,
- Le manque de visibilité financière qui empêche les structures de concevoir une action pour plusieurs années ou la possibilité de la développer ou de l'étendre,
- Le manque de sécurité/ garanties financières qui rend les pourvoyeurs de fonds frileux pour investir ou faire des prêts.

« Des garanties et un soutien accru aux projets menés sur plusieurs années »

Accroitre le soutien aux projets économiques efficaces et les inciter à s'inscrire dans le temps

Un des enjeux lié au contrat de ville concerne le « développement économique et l'emploi ». Les quartiers prioritaires sont des secteurs souvent privés d'activité où le taux de chômage est important.

En outre, et ce malgré le soutien du contrat de ville, les projets touchant à ces deux domaines sont trop peu nombreux et leur qualité peut s'avérer inégale.

Enfin, la plupart des projets ayant de réels effets sont ceux qui s'inscrivent dans le temps.

Aussi, il est proposé que les projets du pilier « développement économique et l'emploi » dont les effets font l'objet d'une reconnaissance partagée bénéficient d'un soutien financier accru avec une bonification lorsqu'ils s'accompagnent d'un conventionnement pluriannuel. En agissant sur l'emploi, on agit sur les autres secteurs : logement, mobilité, formation ...

Apporter un soutien accru aux projets économiques aux effets avérés

Les bilans annuels réalisés ont mis en évidence :

- Le déséquilibre du soutien financier entre les différents piliers du contrat de ville de l'Agglomération Bergeracoise dû à un déséquilibre du nombre de projets portés par pilier.

En 2018, « Le développement économique et l'emploi » compte 6 projets contre 38 pour la « cohésion sociale » et 4 pour le « cadre de vie et le renouvellement urbain ».

Bien que les sommes allouées au développement économique soient plus importantes que celles dédiées au pilier cadre de vie, le nombre de bénéficiaires lui était pratiquement équivalent.

Hors Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques

Le contrat de ville et le présent protocole viennent en renfort des actions menées, sur les quartiers prioritaires, par les structures signataires, quel que soit leur domaine d'intervention.

Ils ne constituent pas les seuls engagements en faveur des quartiers prioritaires ce que démontre le tableau figurant en annexe, où sont déclinées les 40 mesures du gouvernement sont déclinées. Chacune d'elles précisent les structures compétentes, les actions d'ores et déjà réalisées, celles en cours et à venir.

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne avec le Fonds FEDER/FSE

ANNEXE 3 - SUIVI DES MESURES DU PLAN DE MOBILISATION NATIONALE POUR LES HABITANTS DES QUARTIERS

AXE	PROGRAMMES	THÉMATIQUES	n°	MESURES	NIVEAU D'ENGAGEMENT DE LA MESURE	INDICATEURS	Acteur(s) concerné(s)	Action(s) conduite(s)
Garantir les mêmes droits aux habitants	***SÉCURITÉ et PREVENTION DE DÉLINQUANCE***	SÉCURITÉ	1	Créer 1 300 postes de policiers et gendarmes d'ici 2020 dans 60 quartiers de reconquête républicaine (QRR)	En cours de déploiement	1 - Nombre de QRR mis en place 2 - Nombre de postes créés dans les QRR	Territoire non concerné	
			1.a	185 délégués à la cohésion police-population (contre 151 aujourd'hui)	En cours de déploiement	Nombre de nouveaux délégués à la cohésion police-population (en QRR/QPV)	ETAT	Deux délégués nommés à la cohésion police-population / convention de partenariat DDSP-Ville de Bergerac
			1.b	39 centres de loisirs jeunes (contre 31 aujourd'hui)	En cours de déploiement	Nombre de nouveaux centres de loisirs jeunes (en QRR/QPV)	Territoire non concerné	
			2	Agir contre la criminalité organisée et l'économie souterraine dans les quartiers les plus exposés	En cours de déploiement	1 - Montant des saisies des avoirs criminels 2 - Résultat de l'action des GIR (Groupes d'intervention régionaux) 3 - Nombre d'actions de sensibilisation menées par les PFAD (policiers formateurs anti-drogue)	Ministère de l'Intérieur	
	LOGEMENT ET CADRE DE VIE	MIXITÉ SOCIALE	3	Éviter de concentrer les demandeurs de logement social les plus fragiles dans les quartiers de la politique de la ville	En cours de déploiement	1- Nombre de conventions intercommunales d'attribution conclues (100% d'ici 2020) 2 -Proportion d'attribution de logements sociaux hors QPV pour les 25% de demandeurs de logement social les plus modestes (Cible: 25%)	CAB	Création de la Conférence Intercommunale du Logement le 23 mai 2016 avec approbation du Document Cadre d'Orientation Stratégique en Matière d'Attribution de Logements Sociaux, de la Convention Intercommunale d'Attribution par délibération du 29-1-2018. Arrêté d'agrément de la CIA le 23-4-2019. Élaboration du Plan Partenarial de Gestion fin 2019.
			4	Appliquer résolument la loi SRU pour une offre de logement social accessible, en particulier en zones tendues	En cours de déploiement	1 - Nombre de communes carencées	CAB : 2 communes (Prigonrieux et Bergerac	Prise en compte de l'article 55 de la loi SRU dans le PLUI (délibération du 13-5-2019) / Étude conduite par la Ville sur une plateforme logement-emploi
		LOGEMENT ET CADRE DE VIE	5	Renforcer les outils pour le traitement des copropriétés dégradées	En cours de déploiement	1 - Nombre de copropriétés traitées dans le cadre du NPNRU 2 - Nombre de copropriétés bénéficiant d'une intervention de l'ANAH dans les QPV 3 - Nombre de logements traités dans les sites prioritaires	CAB	749 logements construits ou réhabilités dans le cadre de l'ANRU / OPAH-RU et permis de louer
			6	Lutter contre les marchands de sommeil	En cours de déploiement	1 - Nombre de décisions de justice condamnant des bailleurs dans les QPV 2 - Nombre de réunions partenariales	CAB	Convention EPF/CAB/VILLE, mise en place de l'OPAH-RU (17-12-2018) et du permis de louer (délibération du 28 juin 2017).
			7	Amplifier le nouveau programme national de renouvellement urbain porté à 10 milliards d'euros de financements Anru	Objectif atteint	Suivi de la mise en place de la mesure	Territoire non concerné	

Garantir les mêmes droits aux habitants		LOGEMENT ET CADRE DE VIE	8	Accélérer la validation d'un maximum de projets et anticiper les opérations les plus marquantes pour transformer les quartiers	En cours de déploiement	1 - Proportion des 10 milliards d'euros du NPNRU conventionnés avec les maîtres d'ouvrage en visant 100% d'ici fin 2019 2 - Nombre de logements démolis/reconstruits/réhabilités	Territoire non concerné	
	RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL	SOLIDARITÉ	9	Doubler le nombre de maisons et centres de santé d'ici 2022	En cours de lancement	Nombre de maisons et centres de santé pluri-professionnels créés dans les QPV ou à proximité immédiate (quartier vécu) d'ici 2022	CAB	Pas de projet dans les QPV
			10	Développer les équipements sportifs dans les 50 QPV les plus carencés et dans les Outre-Mer	En cours de déploiement	Nombre d'équipements sportifs développés dans les 50 QPV cibles	Territoire non concerné	
			11	Améliorer la desserte des quartiers en Île-de-France à travers le Grand Paris Express	En cours de déploiement	Respect du calendrier prévu de mise en service des lignes desservant les QPV	Territoire non concerné	
			12	Développer l'accès au permis de conduire	En cours de déploiement	1 - Nombre d'auto-écoles associatives proposant le permis à 1 € par jour situées à proximité des QPV 2- Nombre de jeunes résidant en QPV ayant bénéficié d'un accompagnement renforcé au permis de conduire en mission locale	Mission Locale du Bergeracois	2018 : 106 jeunes aidés pour le financement du Permis de Conduire (Région Nouvelle-Aquitaine) - ADIE : offres de prêts à taux zéro pour le permis de conduire
Favoriser l'émancipation	***ÉDUCATION ET PETITE ENFANCE***	ÉDUCATION ET PETITE ENFANCE	13	Instaurer un bonus de 1 000 € par place de crèche créée dans les quartiers (objectif national de création de 30 000 places)	En cours de lancement	Nombre de places en Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) nettes créées en QPV	CAB	2015 : Pôle Petite Enfance (pas de création nette de places)
			14	Expérimenter dans 60 quartiers des « cités éducatives »	En cours de lancement	Nombre de cités éducatives labellisées	Territoire non concerné	
			15	Encourager la présence de deux adultes par classe dans les écoles maternelles	En cours de lancement	Part des classes de maternelles en REP+ des cités éducatives bénéficiant d'un ATSEM	Territoire non concerné	
			16	Augmenter de 3 000 € sur trois ans, à partir de la rentrée 2018, la prime des 60 000 personnels de l'Éducation nationale exerçant dans les établissements de REP+	Objectif atteint	Suivi de la mise en place de la mesure	Territoire non concerné	
			17	100 % des classes de CP et de CE1 en éducation prioritaire dédoublées d'ici à la rentrée 2019	En cours de déploiement	1 - Part des classes de CP et de CE1 dédoublées en REP/REP+ en 2019/2020 2 - Taux d'encadrement des classes concernées	Education Nationale	1 - Part des classes de CP et de CE1 dédoublées en REP/REP+ en 2019/2020 : mesure en cours de déploiement, à travers les opérations de carte scolaire effectuées et les formalités de mobilité des personnels, actuellement en cours (statistiques arrêtées à l'issue des oéprations de mouvement, été 2019) 2 - Taux d'encadrement des classes concernées : groupes constitués d'une douzaine d'élèves environ, par dédoublement des classes de CP et de CE1, dans les REP
			18	Proposer 30 000 stages de qualité aux élèves de 3ème des quartiers	En cours de déploiement	Nombre de stages de qualité proposés sur le portail	Education Nationale/Mission Locale du Bergeracois	Nombre de stages de qualité proposés sur le portail : portail des services de l'Etat et du rectorat de région académique

Favoriser l'émancipation	***EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE***	EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE	19	Investir plus de 2 milliards d'euros pour la formation vers l'emploi des jeunes sans qualification et des chômeurs de longue durée	En cours de déploiement	1 - Nombre et part des habitants bénéficiant du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) 1.1 Nombre et part de jeunes en Garantie Jeunes résident en QPV (cible: 20%) 1.2 Nombre et part de jeunes en E2C résident en QPV (cible: 40%) 1.3 Nombre et part de jeunes en Epide résident en QPV (cible: 50% en 2021)	Pôle Emploi/DIRECCT/France compétence	1.1 Mission Locale : 200 bénéficiaires de la Garantie Jeune en 2018 dont 21% résident en QPV…….. .1.2 École seconde Chance : 53 bénéficiaires en 2018 dont 41 % issus des QPV
			20	Déployer les emplois francs en direction des demandeurs d'emploi résidant dans les quartiers, quels que soient leur âge et leur niveau de qualification	En cours de déploiement	Nombre d'emplois francs	Territoire non concerné	
			21	Accompagner 100 000 jeunes des quartiers dans leur insertion professionnelle, en mobilisant les Cordées de la réussite, le parrainage et le tutorat dès 2018	En cours de lancement	1 - Nombre de jeunes des QPV bénéficiaires de cordées de la réussite (passer de 50 à 80 000] 2 - Nombre de jeunes parrainés (passer de 10 à 20 000)	Education Nationale	Territoire non concerné
			22	Offrir un accompagnement aux entrepreneurs des quartiers avec BPI France	En cours de lancement	Nombre d'entrepreneurs des QPV accompagnés	Territoire non concerné	
			23	Créer des clauses sociales spécifiques dans les chantiers des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	En cours de lancement	1 - Pourcentage des heures travaillées dans le cadre des clauses, dont en faveur des habitants des QPV 2 - Nombre et part de bénéficiaires des clauses en QPV parmi l'ensemble des bénéficiaires	Maison de l'Emploi	
			24	Doubler le nombre d'apprentis issus des quartiers pour le porter à 35 000 jeunes	En cours de lancement	Nombre d'apprentis issus des QPV	Conseil régional	450 apprentis sur le Bergeracois
	RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL		25	Au sein du Pic, investir près d'1,5 milliard d'euros dans la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme	En cours de lancement	1 - Nombre et part des habitants des QPV détectés en situation d'illettrisme 2 - Nombre de certifications Clé@venir validées en QPV 3 - Nombre et part des bénéficiaires d'actions "e-illettrisme" en QPV	DIRECCT	REVA/Bureau Information Jeunesse/Union Familiale Bergeracoise/ Centre social Jean Moulin/WAB
		PRÉVENTION DES DISCRIMINATIONS	26	Lancer une opération de testing sur les embauches dans les grandes entreprises	En cours de déploiement	Réalisation d'un testing annuel	Territoire non concerné	
			27	S'engager de manière exemplaire en matière de recrutement dans les ministères (label égalité-diversité dans la fonction publique, formation des encadrants)	En cours de déploiement	Nombre de ministères engagés dans la démarche	ETAT	
		PRÉVENTION DE LA RADICALISATION	28	Généraliser les plans d'action locaux de prévention de la radicalisation	En cours de déploiement	Nombre de plan d'action élaborés par les EPCI au sein des QRR	CAB/VILLE	Document d'ores et déjà validé devant être voté, au deuxième semestre 2019, par le Conseil municipal.

Faire République	***RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL***	SOLIDARITÉ TERRITORIALE	29	Augmenter de 200 millions d'euros sur 2018-2019 la dotation de solidarité urbaine (DSU) aux communes	Objectif atteint	Suivi de la mise en place de la mesure	ETAT	Ville de Bergerac : DSU votée au cours du second trimestre 2019
		SOUTIEN AUX ACTEURS DE TERRAIN	30	Créer 1 000 postes d'adultes-relais à partir de 2019	En cours de lancement	Nombre de postes d'adultes-relais créés	ETAT	Ville de Bergerac : 1 - BASE : 1 - L'Atelier : 1 - Pitchouns et Grands : 1
			31	Doubler le nombre de postes de coordonnateurs associatifs dans les quartiers dès 2019 (1520 postes contre 760)	En cours de lancement	Nombre de postes FONJEP créés	Territoire non concerné	
			32	Attribuer 15 millions d'euros supplémentaires aux associations nationales les plus structurantes	En cours de lancement	Suivi de la mise en place de la mesure	Territoire non concerné	
			33	Ouvrir 260 centres sociaux ou espaces de vie sociale d'ici 2022	En cours de lancement	Nombre de centres sociaux ou espaces de vie sociale ouverts en QPV	ETAT / CAF	Candidature de Pitchouns et Grands : dossier va être déposé auprès de la CAF
			34	Assurer la revalorisation statutaire des travailleurs sociaux	En voie de finalisation	Suivi de la mise en place de la mesure	ETAT	
		ENGAGEMENT	35	Former 20 000 acteurs de terrain par an aux « Valeurs de la République et à la laïcité »	En cours de déploiement	Nombre d'acteurs formés chaque année	ETAT	
			36	Développer le service civique	En cours de lancement	Nombre et part des jeunes des QPV parmi les volontaires en service civique	Mission Locale / Pôle Emploi	220 personnes formées aux Valeurs de la République et laïcité depuis le début des formations (dont les Conseillers citoyens).
		CULTURE	37	Jumeler les institutions culturelles avec les quartiers de la politique de la ville	En cours de déploiement	Nombre de jumelages avec des établissements culturels		École de musique/Musées/Centre Culturel/Le Rocksane/Melkior Théâtre….
			38	Déployer les Micro-Folies	En cours de déploiement	Nombre et proportion de micro-folies déployées dans les QPV	Territoire non concerné	
			39	Développer la pratique musicale	En cours de déploiement	1 - Nombre de projets "DEMOS" dans les QPV 2 - Nombre de projets "Orchestres à l'école" dans les QPV	Union Musicale Bergeracoise	28 bénéficiaires en 2018
		ÉGALITÉ FEMMES HOMMES	40	Agir concrètement pour faire progresser l'égalité femmes-hommes dans les quartiers	En cours de déploiement	1 - Part des femmes parmi les bénéficiaires des actions de la politique de la ville 2 - Part des projets soutenus relevant de la thématique "égalité femme/homme"	ETAT/CAB/VILLE	Plan de lutte contre les discriminations en fin d'année 2019

ANNEXE - SUIVI DES MESURES DU PLAN DE MOBILISATION NATIONALE POUR LES HABITANTS DES QUARTIERS

AXE	PROGRAMMES	THÉMATIQUES	n°	MESURES	NIVEAU D'ENGAGEMENT DE LA MESURE	INDICATEURS	Acteur(s) concerné(s)	Action(s) conduite(s) sur le territoire
Garantir les mêmes droits aux habitants	***SÉCURITÉ et PREVENTION DE DÉLINQUANCE***	SÉCURITÉ	1	Créer 1 300 postes de policiers et gendarmes d'ici 2020 dans 60 quartiers de reconquête républicaine (QRR)	En cours de déploiement	1 - Nombre de QRR mis en place 2 - Nombre de postes créés dans les QRR	Territoire non concerné	
			1.a	185 délégués à la cohésion police-population (contre 151 aujourd'hui)	En cours de déploiement	Nombre de nouveaux délégués à la cohésion police-population (en QRR/QPV)	ETAT	Deux délégués nommés à la cohésion police-population / convention de partenariat DDSP-Ville de Bergerac
			1.b	39 centres de loisirs jeunes (contre 31 aujourd'hui)	En cours de déploiement	Nombre de nouveaux centres de loisirs jeunes (en QRR/QPV)	Territoire non concerné	
			2	Agir contre la criminalité organisée et l'économie souterraine dans les quartiers les plus exposés	En cours de déploiement	1 - Montant des saisies des avoirs criminels 2 - Résultat de l'action des GIR (Groupes d'intervention régionaux) 3 - Nombre d'actions de sensibilisation menées par les PFAD (policiers formateurs anti-drogue)	Ministère de l'Intérieur	
	LOGEMENT ET CADRE DE VIE	MIXITÉ SOCIALE	3	Éviter de concentrer les demandeurs de logement social les plus fragiles dans les quartiers de la politique de la ville	En cours de déploiement	1- Nombre de conventions intercommunales d'attribution conclues (100% d'ici 2020) 2 -Proportion d'attribution de logements sociaux hors QPV pour les 25% de demandeurs de logement social les plus modestes (Cible: 25%)	CAB	Création de la Conférence Intercommunale du Logement le 23 mai 2016 avec approbation du document cadre d'orientation stratégique en matière d'attribution de logements sociaux, de la convention intercommunale d'attribution par délibération du 29-1-2018. Arrêté d'agrément de la CIA le 23-4-2019. Élaboration du plan partenarial de gestion fin 2019.
			4	Appliquer résolument la loi SRU pour une offre de logement social accessible, en particulier en zones tendues	En cours de déploiement	1 - Nombre de communes carencées	CAB : 2 communes (Prigonrieux et Bergerac	Prise en compte de l'article 55 de la loi SRU dans le PLUI (délibération du 13-5-2019) / Étude conduite par la Ville sur une plateforme logement-emploi
		LOGEMENT ET CADRE DE VIE	5	Renforcer les outils pour le traitement des copropriétés dégradées	En cours de déploiement	1 - Nombre de copropriétés traitées dans le cadre du NPNRU 2 - Nombre de copropriétés bénéficiant d'une intervention de l'ANAH dans les QPV 3 - Nombre de logements traités dans les sites prioritaires	CAB	749 logements construits ou réhabilités dans le cadre de l'ANRU / OPAH-RU et permis de louer
			6	Lutter contre les marchands de sommeil	En cours de déploiement	1 - Nombre de décisions de justice condamnant des bailleurs dans les QPV 2 - Nombre de réunions partenariales	CAB	Convention EPF/CAB/VILLE, mise en place de l'OPAH-RU (17-12-2018) et du permis de louer (délibération du 28 juin 2017).

			7	Amplifier le nouveau programme national de renouvellement urbain porté à 10 milliards d'euros de financements Anru	Objectif atteint	Suivi de la mise en place de la mesure	Territoire non concerné	
Garantir les mêmes droits aux habitants		LOGEMENT ET CADRE DE VIE	8	Accélérer la validation d'un maximum de projets et anticiper les opérations les plus marquantes pour transformer les quartiers	En cours de déploiement	1 - Proportion des 10 milliards d'euros du NPNRU conventionnés avec les maîtres d'ouvrage en visant 100% d'ici fin 2019 2 - Nombre de logements démolis/reconstruits/réhabilités	Territoire non concerné	
	RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL	SOLIDARITÉ	9	Doubler le nombre de maisons et centres de santé d'ici 2022	En cours de lancement	Nombre de maisons et centres de santé pluri-professionnels créés dans les QPV ou à proximité immédiate (quartier vécu) d'ici 2022	CAB	Pas de projet dans les QPV
			10	Développer les équipements sportifs dans les 50 QPV les plus carencés et dans les Outre-Mer	En cours de déploiement	Nombre d'équipements sportifs développés dans les 50 QPV cibles	Territoire non concerné	
			11	Améliorer la desserte des quartiers en Île-de-France à travers le Grand Paris Express	En cours de déploiement	Respect du calendrier prévu de mise en service des lignes desservant les QPV	Territoire non concerné	
			12	Développer l'accès au permis de conduire	En cours de déploiement	1 - Nombre d'auto-écoles associatives proposant le permis à 1 € par jour situées à proximité des QPV 2- Nombre de jeunes résidant en QPV ayant bénéficié d'un accompagnement renforcé au permis de conduire en mission locale	Mission Locale du Bergeracois	2018 : 106 jeunes aidés pour le financement du Permis de Conduire (Région Nouvelle-Aquitaine) - ADIE : offres de prêts à taux zéro pour le permis de conduire
Favoriser l'émancipation	***ÉDUCATION ET PETITE ENFANCE***	ÉDUCATION ET PETITE ENFANCE	13	Instaurer un bonus de 1 000 € par place de crèche créée dans les quartiers (objectif national de création de 30 000 places)	En cours de lancement	Nombre de places en Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) nettes créées en QPV	CAB	2015 : Pôle Petite Enfance (pas de création nette de places)
			14	Expérimenter dans 60 quartiers des « cités éducatives »	En cours de lancement	Nombre de cités éducatives labellisées	Territoire non concerné	
			15	Encourager la présence de deux adultes par classe dans les écoles maternelles	En cours de lancement	Part des classes de maternelles en REP+ des cités éducatives bénéficiant d'un ATSEM	Territoire non concerné	
			16	Augmenter de 3 000 € sur trois ans, à partir de la rentrée 2018, la prime des 60 000 personnels de l'Éducation nationale exerçant dans les établissements de REP+	Objectif atteint	Suivi de la mise en place de la mesure	Territoire non concerné	

			17	100 % des classes de CP et de CE1 en éducation prioritaire dédoublées d'ici à la rentrée 2019	En cours de déploiement	1 - Part des classes de CP et de CE1 dédoublées en REP/REP+ en 2019/2020 2 - Taux d'encadrement des classes concernées	Éducation Nationale	1 - Part des classes de CP et de CE1 dédoublées en REP/REP+ en 2019/2020 : mesure en cours de déploiement, à travers les opérations de carte scolaire effectuées et les formalités de mobilité des personnels, actuellement en cours (statistiques arrêtées à l'issue des opérations de mouvement, été 2019) 2 - Taux d'encadrement des classes concernées : groupes constitués d'une douzaine d'élèves environ, par dédoublement des classes de CP et de CE1, dans les REP
			18	Proposer 30 000 stages de qualité aux élèves de 3ème des quartiers	En cours de déploiement	Nombre de stages de qualité proposés sur le portail	Éducation Nationale/Mission Locale du Bergeracois	Nombre de stages de qualité proposés sur le portail : portail des services de l'État et du rectorat de région académique
Favoriser l'émancipation	***EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE***	EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE	19	Investir plus de 2 milliards d'euros pour la formation vers l'emploi des jeunes sans qualification et des chômeurs de longue durée	En cours de déploiement	1 - Nombre et part des habitants bénéficiant du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) 1.1 Nombre et part de jeunes en Garantie Jeunes résident en QPV (cible: 20%) 1.2 Nombre et part de jeunes en E2C résident en QPV (cible: 40%) 1.3 Nombre et part de jeunes en Epide résident en QPV (cible: 50% en 2021)	Pôle Emploi/DIRECCT/France compétence	1.1 Mission Locale : 200 bénéficiaires de la Garantie Jeune en 2018 dont 21% résident en QPV……..1.2 École seconde Chance : 53 bénéficiaires en 2018 dont 41 % issus des QPV
			20	Déployer les emplois francs en direction des demandeurs d'emploi résidant dans les quartiers, quels que soient leur âge et leur niveau de qualification	En cours de déploiement	Nombre d'emplois francs	Territoire non concerné	
			21	Accompagner 100 000 jeunes des quartiers dans leur insertion professionnelle, en mobilisant les Cordées de la réussite, le parrainage et le tutorat dès 2018	En cours de lancement	1 - Nombre de jeunes des QPV bénéficiaires de cordées de la réussite (passer de 50 à 80 000] 2 - Nombre de jeunes parrainés (passer de 10 à 20 000)	Éducation Nationale	Territoire non concerné
			22	Offrir un accompagnement aux entrepreneurs des quartiers avec BPI France	En cours de lancement	Nombre d'entrepreneurs des QPV accompagnés	Territoire non concerné	
			23	Créer des clauses sociales spécifiques dans les chantiers des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	En cours de lancement	1 - Pourcentage des heures travaillées dans le cadre des clauses, dont en faveur des habitants des QPV 2 - Nombre et part de bénéficiaires des clauses en QPV parmi l'ensemble des bénéficiaires	Maison de l'Emploi	
			24	Doubler le nombre d'apprentis issus des quartiers pour le porter à 35 000 jeunes	En cours de lancement	Nombre d'apprentis issus des QPV	Conseil régional	450 apprentis sur le Bergeracois

	RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL		25	Au sein du Pic, investir près d'1,5 milliard d'euros dans la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme	En cours de lancement	1 - Nombre et part des habitants des QPV détectés en situation d'illettrisme 2 - Nombre de certifications Clé@venir validées en QPV 3 - Nombre et part des bénéficiaires d'actions "e-illettrisme" en QPV	DIRECCT	REVA/Bureau Information Jeunesse/Union Familiale Bergeracoise/ Centre social Jean Moulin/WAB
Faire République		PRÉVENTION DES DISCRIMINATIONS	26	Lancer une opération de testing sur les embauches dans les grandes entreprises	En cours de déploiement	Réalisation d'un testing annuel	Territoire non concerné	
			27	S'engager de manière exemplaire en matière de recrutement dans les ministères (label égalité-diversité dans la fonction publique, formation des encadrants)	En cours de déploiement	Nombre de ministères engagés dans la démarche	ETAT	
		PRÉVENTION DE LA RADICALISATION	28	Généraliser les plans d'action locaux de prévention de la radicalisation	En cours de déploiement	Nombre de plan d'action élaborés par les EPCI au sein des QRR	CAB/VILLE	Document validé mais pas encore voté par le Conseil municipal.
	RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL	SOLIDARITÉ TERRITORIALE	29	Augmenter de 200 millions d'euros sur 2018-2019 la dotation de solidarité urbaine (DSU) aux communes	Objectif atteint	Suivi de la mise en place de la mesure	ETAT	Ville de Bergerac : DSU votée au cours du second trimestre 2019
		SOUTIEN AUX ACTEURS DE TERRAIN	30	Créer 1 000 postes d'adultes-relais à partir de 2019	En cours de lancement	Nombre de postes d'adultes-relais créés	ETAT	Ville de Bergerac : 1 - BASE : 1 - L'Atelier : 1 - Pitchouns et Grands : 1
			31	Doubler le nombre de postes de coordonnateurs associatifs dans les quartiers dès 2019 (1520 postes contre 760)	En cours de lancement	Nombre de postes FONJEP créés	Territoire non concerné	
			32	Attribuer 15 millions d'euros supplémentaires aux associations nationales les plus structurantes	En cours de lancement	Suivi de la mise en place de la mesure	Territoire non concerné	
			33	Ouvrir 260 centres sociaux ou espaces de vie sociale d'ici 2022	En cours de lancement	Nombre de centres sociaux ou espaces de vie sociale ouverts en QPV	ETAT / CAF	Candidature de Pitchouns et Grands : dossier va être déposé auprès de la CAF
			34	Assurer la revalorisation statutaire des travailleurs sociaux	En voie de finalisation	Suivi de la mise en place de la mesure	ETAT	
		ENGAGEMENT	35	Former 20 000 acteurs de terrain par an aux « Valeurs de la République et à la laïcité »	En cours de déploiement	Nombre d'acteurs formés chaque année	ETAT	

			36	Développer le service civique	En cours de lancement	Nombre et part des jeunes des QPV parmi les volontaires en service civique	Mission Locale / Pôle Emploi	220 personnes formées aux Valeurs de la République et laïcité depuis le début des formations (dont les Conseillers citoyens).
		CULTURE	37	Jumeler les institutions culturelles avec les quartiers de la politique de la ville	En cours de déploiement	Nombre de jumelages avec des établissements culturels		École de musique/Musées/Centre Culturel/Le Rocksane/Melkior Théâtre….
			38	Déployer les Micro-Folies	En cours de déploiement	Nombre et proportion de micro-folies déployées dans les QPV	Territoire non concerné	
			39	Développer la pratique musicale	En cours de déploiement	1 - Nombre de projets "DEMOS" dans les QPV 2 - Nombre de projets "Orchestres à l'école" dans les QPV	Union Musicale Bergeracoise	28 bénéficiaires en 2018
		ÉGALITÉ FEMMES HOMMES	40	Agir concrètement pour faire progresser l'égalité femmes-hommes dans les quartiers	En cours de déploiement	1 - Part des femmes parmi les bénéficiaires des actions de la politique de la ville 2 - Part des projets soutenus relevant de la thématique "égalité femme/homme"	ETAT/CAB/VILLE	Plan de lutte contre les discriminations en fin d'année 2019